

*La lettre que nous publions a été écrite par Salah Hamouri – avocat franco-palestinien – il y a quelques mois pour la revue [Jacobin](#). En revenant sur sa trajectoire personnelle, il éclaire sur les mécanismes bien ficelés mis en place par l'État colonial israélien pour contraindre les Palestiniens à quitter leur pays. Depuis sa sortie de prison en 2011, le harcèlement politico-administratif est continu ; dernièrement, son statut de résident de Jérusalem a été révoqué.*

*Il y a environ six mois, au petit matin, les forces d'occupation israélienne ont fait irruption à son domicile et l'ont arrêté. Depuis, Salah Hamouri est détenu sans charges ni procès dans les geôles israéliennes, et a entamé une grève de la faim le 25 septembre dernier. Avec 29 autres prisonniers palestiniens, ils utilisent ce mode de protestation pour dénoncer le système de la détention administrative. À titre punitif, Salah Hamouri a été placé en isolement, dans une cellule de 4m2, sans fenêtre.*

*Contretemps se joint aux appels des députés LFI-Nupes, personnalités et mouvements politiques, pour exiger des autorités françaises qu'elles mettent tout en œuvre en vue de la libération immédiate de Salah Hamouri.*

\*\*\*

En 2011, j'ai été libéré de la prison israélienne dans le cadre de [l'échange de prisonniers](#) qui a vu la libération de 1 027 Palestiniens du système colonial israélien d'emprisonnement punitif. Incarcéré depuis l'âge de 19 ans et pendant neuf ans, je voulais enfin reprendre ma vie en main : étudier, fonder une famille, rattraper les années que les autorités d'occupation m'ont enlevées. Je ne réalisais pas que ma libération n'était que le début d'une nouvelle épreuve où je serai, en quelques sortes, le terrain d'essai des attaques incessantes et croissantes d'Israël contre les Palestiniens.

Lorsque je suis sorti des geôles israéliennes, je me suis rendu en France, le pays de ma mère, pour rencontrer celles et ceux qui avaient mené une campagne déterminée pour ma libération. En France, mon emprisonnement était devenu [une cause emblématique](#) de la gauche, j'y ai fait connaissance avec de nombreuses personnalités publiques et politiques qui avaient pris la parole en mon nom. C'est là également que j'ai rencontré Elsa Lefort, la femme que j'allais épouser et qui allait devenir la mère de mes deux enfants. À mon retour en Palestine, j'ai réorienté mes études de sociologie vers le droit, dans l'espoir de devenir avocat et de défendre celles et ceux qui, comme moi, étaient retenus prisonniers par l'occupation israélienne. J'ai commencé à entrevoir la possibilité de me tailler une vie dans ma ville natale d'al-Quds (Jérusalem), malgré le poids écrasant du régime colonial brutal israélien.

Mais Israël avait d'autres plans. En 2015, le commandant militaire de la Cisjordanie, Nitzan Alon (formé par l'armée française), m'a interdit d'entrer en Cisjordanie depuis Jérusalem ; une décision qui m'a empêché de passer mes examens juridiques. L'année suivante, ma femme enceinte a été arrêtée à l'aéroport, alors qu'elle rentrait chez nous, dans notre maison familiale à Jérusalem. Elle a été interrogée par la police israélienne, puis expulsée vers la France. En 2017, j'ai de nouveau été arrêté et détenu pendant treize mois sans procès. En 2020, j'ai fait l'objet d'une incarcération de neuf semaines avant d'être libéré « sous condition » selon des termes très vagues.

Ainsi, à l'extérieur de la prison, l'étau continuait de se resserrer. En 2018, le parlement israélien a adopté la loi sur la « violation de l'allégeance », dont le nom même atteste de ses intentions draconiennes. Cette loi donne au ministère israélien de l'Intérieur le pouvoir

de priver les Palestiniens de Jérusalem du statut précaire de « résidence » qui détermine nos droits dans la ville. Depuis 2020, je me bats contre cette tentative d'expulsion de Jérusalem devant les tribunaux israéliens, et je me trouve aujourd'hui au bord de l'expulsion dans le cadre de ce que la Fédération internationale des droits de l'homme a qualifié de campagne concertée de « [harcèlement judiciaire](#) ». J'ai notamment été empêché de me rendre en France pour voir ma femme, à l'exception d'un laissez-passer de deux semaines qui m'a été accordé pour assister à la naissance de mon deuxième enfant en avril 2021.

## Chassés de chez nous

Le harcèlement dont j'ai fait l'objet n'est qu'une partie d'un effort concerté plus large et intensifié visant à affaiblir et à mettre hors d'état de nuire la société civile palestinienne. L'année dernière, Israël a classé « organisations terroristes » certains des groupes palestiniens de défense des droits de l'homme les plus connus, y compris l'organisation de défense des droits des prisonniers pour laquelle je travaille, [Addameer](#). Leurs bureaux sont régulièrement perquisitionnés, leur matériel confisqué, leur personnel arrêté et des pressions sont exercées sur les donateurs pour qu'ils cessent de les soutenir. À la fin de l'année dernière, j'ai découvert que mon téléphone avait été équipé d'un [logiciel espion Pegasus](#) et que moi-même et cinq autres membres du personnel de l'ONG faisons [l'objet d'une surveillance](#) de toutes nos données téléphoniques par Israël.

Ces actions ont un seul objectif : me contraindre de quitter la Palestine. Depuis sa création, le mouvement sioniste s'évertue à expulser les Palestiniens de leur terre, par tous les moyens. Les livres d'histoire témoignent de débats animés durant les conférences sionistes à propos des meilleurs moyens d'encourager le départ des Palestiniens. Lors de la [Nakba palestinienne](#) de 1948, les arguments en faveur de l'« expulsion forcée » l'ont emporté de manière décisive, et plus de 750 000 Palestiniens ont été contraints de quitter leur foyer.

Depuis lors, Israël a inventé des méthodes de plus en plus complexes pour nous inciter à partir. Cela est particulièrement évident pour le cas de Jérusalem qui se trouve aujourd'hui dans la ligne de mire des urbanistes israéliens. Ces derniers ont en effet l'intention de transformer les Palestiniens en une minorité isolée, sans droits ni présence. L'expulsion des familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah – qui s'est traduite récemment par la [démolition](#) de la maison de la famille Salhiya à 5 heures du matin, le jour le plus froid de l'année – n'est que la manifestation la plus visible d'un nettoyage ethnique plus large, des initiatives similaires ayant lieu dans toute la ville.

## Refuser de courber l'échine

Le fait de grandir à Jérusalem au milieu de cette injustice extrême m'a poussé à protester, à trouver un moyen de résister. Enfant, j'ai été témoin de démolitions de maisons et d'arrestations et j'ai vu chaque jour des familles harcelées par des soldats israéliens au checkpoint voisin. Dès mon plus jeune âge, j'ai su que je ne pouvais rester les bras croisés. Je me suis donc lancé dans le militantisme politique. À seize ans, j'ai reçu une balle dans la jambe et j'ai été arrêté pendant cinq mois simplement pour avoir distribué des tracts et avoir été membre d'un syndicat étudiant. J'ai été à nouveau arrêté en 2004 et détenu pendant cinq mois en vertu de la « détention administrative », une vieille loi britannique qui permet l'arrestation prolongée sans procès.

J'ai été de nouveau arrêté en 2005, accusé d'avoir tenté d'assassiner un politicien israélien

d'extrême droite, ce que la police israélienne n'a pas pu prouver ; aucune arme, aucun plan, aucune preuve matérielle n'ont jamais été présentés, seulement les témoignages d'autres individus obtenus sous la torture de la police israélienne. Sachant que je serais probablement condamné quel que soit le bien-fondé de l'affaire, j'ai accepté un accord de plaider pour une peine de sept ans. À l'époque, on m'a proposé l'alternative d'un exil de quinze ans en France, mais connaissant les intentions d'Israël de m'expulser, j'ai refusé.

Tout ce qui est méthodiquement déployé par le régime d'apartheid israélien vise à me faire taire et à me pousser à quitter le pays. Tout Palestinien qui refuse de courber l'échine et de se soumettre au nettoyage ethnique endure ce type de traitement. Concrètement, les autorités israéliennes élaborent un plan de persécution sur mesure pour chaque militant Palestinien. Cela se traduit par des arrestations répétées, du harcèlement et, lorsque cela ne fonctionne pas, le retrait de la carte d'identité ou de l'assurance maladie, les menaces sur la famille ou le lieu de travail. En ciblant en particulier ceux qui prennent la parole, Israël espère affaiblir la résistance collective des Palestiniens et nous expulser plus facilement.

Ma propre histoire éclaire sur le caractère impitoyable du régime israélien : il agit avec une cruauté calculée qui ne connaît aucune limite. Ainsi, la séparation forcée de notre famille est destinée à infliger des souffrances, à priver mes enfants de leur père et de la joie de grandir dans leur patrie, comblés de l'amour de notre famille élargie. Les interactions avec mes enfants se limitent à des moments volés par appel vidéo, à des tentatives de créer et maintenir un lien malgré la distance.

Certes, ce n'est pas ce que je souhaite pour mes enfants. Mais je préfère encore qu'ils sachent que leur père s'est battu pour la justice plutôt que d'accepter passivement le nettoyage ethnique, je préfère encore faire tout ce qui est en mon pouvoir pour tenir fermement ancré sur ma terre plutôt que d'acquiescer au harcèlement d'Israël. Je poursuis mon combat car je voudrais que le peuple palestinien vive dignement et librement, ayant conscience que cela ne se fera pas sans lutte et sans sacrifice de la part de ceux qui sont prêts à prendre position.

L'année dernière, les Palestiniens se sont levés par milliers pour défendre Jérusalem, déclenchant [un soulèvement contre la colonisation israélienne](#) qui s'est étendu à toutes les régions de la Palestine. Une nouvelle génération a dès lors réitéré son engagement à poursuivre la lutte pour la justice, la libération et les droits des réfugiés palestiniens en exil depuis des décennies. De même que notre peuple n'a pas abandonné, je n'ai pas abandonné. Ni les millions de personnes à travers le monde qui soutiennent la Palestine et dont l'engagement à notre cause est maintenant plus important que jamais.

\*

Salah Hamouri est un avocat, chercheur et ancien prisonnier politique franco-palestinien de Jérusalem. Il a passé plus de dix ans dans les geôles de l'occupation israélienne.

Traduit de l'anglais par *Contretemps*.

\*

**Illustration : Salah Hamouri, le 14 novembre 2018. Meeting du NPA à la Bellevilloise / [Photothèque rouge](#).**